



La population autochtone de Taiwan officiellement reconnue s'élève à 565 561 personnes [déc. 2018] et représente 2,39% de la population totale [23 588 932 habitants (déc. 2018)]. Seize peuples autochtones sont officiellement reconnus. Par ailleurs, au moins neuf peuples autochtones [dits] Pingpu (« des plaines » ou « des basses terres ») continuent de se voir refuser une reconnaissance officielle. La plupart des peuples autochtones [actuellement reconnus] de Taiwan vivaient originellement dans les montagnes centrales, le long de la côte est, ou encore dans le sud. Mais près de la moitié de cette population a migré pour s'installer dans des zones urbaines.

Les principaux défis auxquels font face les peuples autochtones à Taiwan restent la disparition rapide de leurs cultures et de leurs langues, un statut social peu élevé et une influence politique et économique très limitée. Le Conseil des peuples autochtones (Council of Indigenous Peoples - CIP)) est à Taiwan l'organisme public en charge des peuples autochtones. Un certain nombre de lois nationales protègent leurs droits, comme les articles constitutionnels additionnels (2000), statuant sur la représentation des autochtones à l'Assemblée législative, sur la protection linguistique et culturelle, et sur leur participation politique, la Loi fondamentale des peuples autochtones (2005), la Loi sur l'éducation en faveur des peuples autochtones (2004), la Loi sur l'identification autochtone (2001), la Réglementation pour la reconnaissance des peuples autochtones (2002) et la Loi [générale] sur le nom (2003), qui autorise les autochtones à s'enregistrer sous leur nom originel à l'aide de caractères chinois et d'y ajouter une transcription romanisée. Malheureusement, de sérieuses disparités et contradictions dans la législation, auxquelles s'ajoute une mise en application partielle des lois

garantissant des droits aux peuples autochtones, ont freiné l'avancée vers l'auto-gouvernance. N'étant pas membre de l'Organisation des Nations Unies, Taiwan n'a pu voter sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, ni ratifier la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail.

Évènements en 2018

Enseignement des langues autochtones en voie de disparition

En avril 2018, le Gouvernement de Taiwan a lancé un programme pour la « Revitalisation des langues autochtones en voie de disparition ». Celui-ci est piloté par le Conseil des peuples autochtones (*Council of Indigenous Peoples* -CIP), en collaboration avec sept universités taiwanaises. Doté d'un budget de départ alloué par le CIP de 30 millions de dollars taiwanais (environ 870 000 €) pour 2018, le programme fournit des moyens financiers et pédagogiques ainsi que d'autres aides afin de proposer des cours de langues jusque dans les régions où vivent les populations autochtones.¹ Les cours seront ouverts dans dix zones autochtones désignées. Le Ministre du CIP, Icyang Parod, s'est exprimé sur le sujet en disant qu'au sein des principaux groupes ethniques autochtones de Taiwan, les personnes âgées de soixante ans et plus sont toujours capables de bien parler leur langue d'origine, mais ce n'est plus le cas pour les personnes entre quarante et soixante ans dont la compétence a baissé ; quant à la tranche des moins de quarante ans, leur inaptitude en la matière est devenue très préoccupante.²

Ce programme national a été mis au point pour tenter de sauver spécifiquement dix des langues autochtones de Taiwan, considérées comme étant en danger et menacées d'extinction, en raison de la diminution de la population de personnes âgées et d'autres locuteurs capables de parler leur langue maternelle. Les dix langues en question sont le Thao, le Puyuma, le Sakizaya, le Kavalan, le Saisiyat, le Kanakanvu et le Hla'alua, ainsi que trois sous-branches de la langue Rukai (dont les représentants habitent les hautes montagnes du sud de Taiwan) : le Mantauran-Rukai, le Maga-Rukai, et le Tona-Rukai.

Le programme établit un « système de parrainage » dont l'objectif est de proposer des cours particuliers avec un enseignant certifié. Ce programme est conçu pour être immersif et offrir un travail à plein temps. Il doit commencer en juillet dans sept universités (dont l'Université nationale Chengchi (NCCU) dans la ville de Taipei, l'Université nationale Dong Hwa dans le comté de Hualien et l'Université nationale Chi Nan, à Puli, dans le comté de Nantou). La plupart des enseignants sélectionnés parlent leur langue maternelle et sont d'un âge avancé, tout en étant des enseignants confirmés ou des spécialistes des langues autochtones. Les enseignants reçoivent un salaire mensuel pour leur travail, et le CIP a également mis en place des incitations financières à l'apprentissage, offrant un salaire mensuel aux apprenants inscrits au programme. Les responsables espèrent garantir le succès de l'initiative par le biais du « système de parrainage » et de l'emploi à plein temps, en couplant idéalement un locuteur âgé et un jeune apprenant issu de la communauté. De cette façon, lorsqu'ils terminent le programme, les apprenants peuvent essaimer à leur tour et devenir plus tard les « enseignants semences » d'une langue autochtone en en faisant leur profession principale, contribuant ainsi à la préserver et à la transmettre aux nouvelles générations dans leur propre aire d'usage. Jusqu'ici le financement est assuré pour deux ans.

Les activistes et les experts en linguistique sont d'accord sur le fait que ce projet est essentiel pour sauver les dix langues autochtones en question, mais ils sont profondément inquiets car le programme ignore les peuples [dits] Pingpu et trois de leurs langues – le Pazeh, le Kaxabu et le Siraya – considérées comme les plus en danger et menacées de disparition en l'espace d'une décennie.³

Deux langues autochtones pour le site collaboratif Wiki (Wikimedia Indigenous Languages Project - WIL)

Le Centre d'études autochtones de l'Université nationale Cheng Chi (UNCC) de Taipei a présenté les résultats de son soutien aux programmes taiwanais d'incubation appelés à rejoindre le projet mondial « *Wikimedia Indigenous Languages* -WIL) ». En octobre 2018, des chercheurs du Centre ont indiqué que les efforts de revitalisation et d'autres activités préparatoires avaient porté leurs fruits et qu'ils prévoyaient que des langues Atayal et Sakizaya de Taiwan soient introduites au projet WIL en 2019. Celles-ci devraient avoir leur propre page Wikipedia et leurs informations ajoutées dans leur système d'écriture respectif⁴

Le travail sur des pages en langues autochtones pour Wikipedia a commencé en 2014 à l'initiative du Ministère de l'éducation de Taiwan.

Le Centre d'études autochtones de l'UNCC (*National Chengchi University* - NCCU) a mené le projet avec l'assistance de Wikimedia Taiwan. Le professeur Huang Chi-ping rattaché au Centre a déclaré que les programmes incubateurs avaient été activés pour l'ensemble des seize groupes de Taiwan officiellement reconnus mais que les Truku et Seediq avaient été rassemblés, ce qui en faisait quinze en tout. Le travail de base et la préparation pour l'Atayal et le Sakizaya sont prêts à être évalués par le Comité linguistique de Wikipedia afin de garantir le bon respect des critères et des conditions requises. Une fois approuvées, elles deviendront les deux premières langues autochtones taiwanaises à posséder leur propre plateforme Wikipedia. Ce processus fut lent et difficile. Le programme requiert l'investissement et l'engagement de quasiment tous les locuteurs d'une langue. Ce fut aussi un défi car la plupart des personnes appartenant aux générations les plus âgées et pouvant contribuer n'étaient pas suffisamment familiarisées avec les ordinateurs et les techniques internet. Ces groupes n'étaient pas souvent non plus au fait du programme incubateur WIL. Le professeur Huang a noté que malgré ces défis, les contributeurs Sakizaya et les éditeurs ont contribué à la hauteur de plus de 3300 entrées et plus d'un million de termes.⁵

Nombreux sont les participants à avoir accompli cette tâche comme la mission de leur vie. Ils ont chéri l'opportunité qu'il leur était donnée de préserver leur langue maternelle et, pour les plus jeunes, d'utiliser ce travail afin d'apprendre leur langue maternelle, d'écrire des articles à son sujet et de la documenter en utilisant des moyens digitaux ; ce qui aboutit à moderniser la langue en partant de la tradition orale qui prévalait dans le passé, et à préserver leur culture autochtone.

Des politiciens rejettent la reconnaissance des peuples autochtones [dits] Pingpu

Les activistes [dits] Pingpu pour les droits autochtones ont essuyés de sérieux revers en 2018 car des politiciens du Parlement et au Conseil des peuples autochtones (CIP) ont continué à paralyser les procédures légales de reconnaissance des groupes [dits] Pingpu en tant que « peuples autochtones » de Taiwan. Les activistes et les organisations locales

pingpu escomptaient voir le gouvernement central et les députés finaliser le processus et approuver les amendements à la loi existante, la « Loi du statut de peuple autochtone », au cours de l'année dernière (*Rapport Monde autochtone 2018*). Ils espéraient une issue favorable à leur campagne, engagée il y a plusieurs décennies, et visant à se faire reconnaître comme « peuples autochtones [dits] Pingpu ».

Accolé à cette campagne figurait l'espoir d'être intégrés sur un pied d'égalité au CIP, en tant que membres des groupes autochtones taiwanais officiellement reconnus. Les activistes et les chefs des communautés [dits] pingpu ont participé activement aux discussions et aux audiences organisées à l'Assemblée législative en avril⁶ et en mai, tout en exhortant les législateurs à adopter les modifications en question avant la fin de l'année 2018. Ils insistèrent sur une reconnaissance en tant que peuples autochtones de plein droit, avec une protection légale de leurs droits autochtones. Ils rejetèrent d'autres options qui n'offraient qu'une reconnaissance partielle, ou un statut de peuples autochtones comme simple dénomination, sans aucune protection légale de leurs droits autochtones.

Ils ont été surpris de voir le processus dérailler une fois de plus, à cause de deux obstructions inattendues de la part de politiciens.

- La première annonce émana au mois de juin du CIP, où des responsables annoncèrent que si la clause de reconnaissance des groupes [dits] Pingpu en tant que peuples autochtones était approuvée par le corps législatif, ceux-ci ne bénéficieraient de toute façon pas de droits autochtones pleins et entiers.⁷ Le CIP déclara que l'acquisition de droits autochtones et l'éligibilité à l'éventail des aides sociales et des programmes de soutien éducatifs garantis par ces droits, dépendraient pour chaque peuple de son niveau actuel en langue et culture originelles. Pour ceux qui ont perdu une grande partie ou la totalité de leur langue et de leur culture, cela signifierait ne pouvoir ni acquérir de droits autochtones ni accéder aux subventions du CIP et aux autres programmes de soutien.

- La deuxième obstruction est venue en novembre du Conseil législatif où le parti d'opposition Kuomintang (KMT) (Parti nationaliste chinois) a fait traîner le processus jusqu'à la fin de l'année 2018 et lui faisant prendre du retard. Les législateurs autochtones affiliés au KMT affichèrent leur opposition aux amendements en raison de leur inquiétude de voir les peuples [dits] Pingpu, une fois leur statut obtenu, bénéficier de ressources et de subventions gouvernementales pour des programmes de soutien indispensables, ce qui représenterait autant d'aide en moins pour les groupes autochtones actuellement reconnus.⁸ Ils se montrèrent également préoccupés par les « conditions générales » proposées pour la reconnaissance légale de l'appartenance d'une personne à une communauté pingpu particulière, craignant aussi qu'aux termes de ces définitions générales le taux de population pingpu fût trop élevé, risquant ainsi de diluer les droits et avantages des seize groupes autochtones actuels.

Par voie de conséquences, les législateurs autochtones du KMT bloquèrent le passage des amendements se trouvant maintenant enlisés dans un processus de négociations entre les partis représentés au parlement. Cela rend encore impossible l'inclusion des peuples Pingpu au CIP et dans les autres agences gouvernementales, les empêchant d'obtenir le statut de peuples autochtones et continue à nier leurs droits autochtones. Ce processus est toujours en cours.

Ces politiciens du KMT affirmèrent qu'ils représentaient l'opinion majoritaire au sein des groupes autochtones officiellement reconnus et des responsables du CIP. Ils soutinrent qu'il y avait une forte opposition à l'idée de voir les peuples [dits] Pingpu obtenir une reconnaissance et de ce fait exercer leurs droits autochtones. Le KMT suggéra une solution qui serait de constituer une nouvelle agence gouvernementale, un « Conseil des affaires des peuples [dits] Pingpu », placée en dehors du CIP. Cela équivaldrait pour Taiwan à ne jamais reconnaître les groupes [dits] Pingpu comme peuples autochtones et, pour les [dits] Pingpu, à ne pas bénéficier de droits autochtones.⁹

Le territoire traditionnel du peuple thao

Les Thao vivant autour du Lac du Soleil et de la Lune, dans le centre de Taiwan, ont été pris dans une dispute politique entre le CIP et l'administration du Comté de Nantou, concernant des terres et des ressources naturelles. Les chefs de la communauté thao voulaient déjà faire valoir leur domaine traditionnel avant l'arrivée des colons chinois. Après une étude basée sur des recherches cartographiques et une enquête de terrain, ainsi que la vérification de documents historiques et de traces écrites, le CIP a présenté le 11 juin la première phase de délimitation des territoires traditionnels des Thao ainsi que ceux des Atayal.¹⁰

Dans le document du CIP, quelque 8000 hectares, comprenant la quasi-totalité du Canton de Yuchi et une partie des Cantons de Shuili et de Ren'ai, dans le Comté de Nantou, ont été démarqués comme appartenant au territoire traditionnel du peuple Thao. Cette délimitation signifie que le Consentement Libre, Préalable, Informé (CPLI), du peuple Thao doit être recherché à travers sa gouvernance traditionnelle – Conseil des aînés et représentants de la communauté –, et avant la mise en œuvre de projets économiques, touristiques et d'aménagement de terrains, ou avant le lancement de programmes de protection de l'environnement et de conservation des espèces sauvages.

Le jour suivant l'annonce, le 12 juin, le gouvernement du Comté de Nantou approuva le rapport d'Étude d'impact sur l'environnement (EIE)¹¹ et donna son feu vert à une opération Construction-exploitation-transfert (CET) pour ériger un important complexe touristique et hôtelier dans le parc du Jardin des paons, sur les bords du Lac du soleil et de la lune, se trouvant en terre traditionnelle thao.

Les activistes thao se sont opposés à ce complexe durant de nombreuses années parce qu'il empiète sur leur territoire traditionnel et enfreint leurs droits fonciers. Ils accusent certains représentants du gouvernement du Comté de Nantou d'avoir des connivences avec la société de développement du complexe pour tirer profit du projet. Selon les Thao, les responsables gouvernementaux ont essayé de cacher certains détails concernant le projet, lors de l'évaluation externe. Les Thao s'opposent également au projet parce que l'augmentation des activités touristiques et les pressions supplémentaires sur les ressources locales engendreraient des dégâts environnementaux et une hausse de la pollution du Lac du soleil et de la lune. Jusqu'à aujourd'hui, ce projet ne s'est pas matérialisé en raison des protestations en cours.

Menée par l'aîné thao Panu Kapamumu, la communauté thao a combattu tout le long ce projet, et d'autres avant lui, en refusant les conclusions de l'EIE et en sollicitant le

soutien du public au fil des ans. La bataille politique s'est envenimée au mois d'août lorsque Lin Ming-chen, chef KMT du gouvernement du Comté de Nantou, a annoncé que sous son administration le comté n'acceptera pas la démarcation du territoire traditionnel des Thao fixée par le CIP et qu'il avait le soutien de la majorité des habitants des Cantons concernés.¹² Lin a dit que le CIP n'avait pas consulté son gouvernement local et que la délimitation des terres autochtones gênerait l'amélioration du réseau routier, la construction d'infrastructures publiques ainsi que les projets de développement économique ; il aussi affirmé que la polémique aboutirait à un conflit ouvert entre le peuple thao et les populations non autochtones.

Au cours de cette dispute politique, avec le soutien d'autres groupes autochtones, les activistes thao ont publié des déclarations enjoignant aux autorités de faire respecter les droits des peuples autochtones à leurs territoires traditionnels et aux ressources naturelles, et ont précisé qu'au cours de l'histoire, le peuple Thao a perdu des terres et la plupart de ses droits en raison de l'intrusion des colons Chinois. Ils ont exigé que le gouvernement local se conforme à la « Loi fondamentale des peuples autochtones » de Taiwan.¹³

Pendant ce temps, dans un parc au centre de la ville de Taipei, un groupe de manifestants continuait de résister contre les directives générales sur la restitution des territoires traditionnels aux communautés autochtones, annoncées en 2017 par le CIP (*Le monde autochtone 2018*). Plusieurs fois au cours de l'année dernière, les autorités de la ville de Taipei, par la voix de certains responsables, ont émis des ordres d'éviction afin qu'ils évacuent le lieu de protestation, ce qui a été mis à exécution par la police et le personnel de la ville.¹⁴ La protestation, qui était menée par les activistes autochtones Panay Kusui et Nabu Husungan Istanda, a néanmoins continué à retourner sur le même site pour poursuivre ses activités. Les contestataires soutiennent que le CIP n'est pas allé assez loin pour que toutes les terres cédées aux colons chinois et aux organismes publics au cours des siècles derniers soient restituées.

Un défenseur des droits humains et autochtones thao

Panu Kapamumu, aîné thao, est reconnu comme l'un des tout premiers défenseurs des droits de l'homme autochtones à Taiwan. Il a livré bataille toutes ces années contre les incursions de promoteurs immobiliers, de sociétés de stations touristiques et le gouvernement du comté de Nantou sur le territoire traditionnel des Thao, autour du Lac du soleil et de la lune. Panu a rallié le peuple thao à une campagne soutenue contre la construction d'un complexe touristique dans le parc du Jardin des Paons, et a organisé des rassemblements de protestation près des bureaux gouvernementaux, en tenant des conférences de presse pour faire connaître cette cause.¹⁵

Voici ce qu'a dit Panu dans sa déclaration contre le projet :

Nous nous battons pour notre territoire traditionnel et pour protéger notre terre natale Thao. Certains organismes et responsables gouvernementaux collaborent avec des entreprises pour s'emparer de notre terre, violer nos droits autochtones ; ils ont même endommagé les sites sacrés des Thao. Ils ont également pollué l'eau et les ressources naturelles desquelles dépend notre

*peuple. [...] A moins d'une consultation et d'un consentement préalables, nous sommes totalement opposés à tout développement supplémentaire sur nos terres ; j'engagerai ma vie pour arrêter de nouveaux projets.*¹⁶

Notes et références

1. Voir l'annonce sur le site internet du Conseil des peuples autochtones (Council of Indigenous Peoples - (CIP)) du 27 avril 2018, "Programme pour la revitalisation des langues autochtones en péril », <http://bit.ly/2T9FUqI>.
2. Voir United Daily News, "Le CIP met en place un système de parrainage pour l'enseignement des langues autochtones en péril", : <http://bit.ly/2T9FUqI>.
3. Voir Economic Daily News, "Le festival culturel Siraya 2018, résultat : la restauration de la langue maternelle ", <http://bit.ly/2T80EPE>.
4. Voir United Daily News, "Les langues autochtones de Taiwan auront leurs propres sites Wikipedia l'année prochaine", <http://bit.ly/2TgmBMF>.
5. Voir United Daily News, "Jeunes et vieux de la communauté Sakizaya mobilisés pour produire des documents sur leur langue", <http://bit.ly/2T80KH0>
6. Voir Taiwan Central News Agency, "Des responsables du CIP s'opposent à l'attribution du statut d'autochtones aux Pingpu et proposent pour une reconnaissance un amendement séparé ", 12 avril, <http://bit.ly/2T82tMu>
7. Voir United Daily News, "Le CIP déclare que les subventions aux groupes Pingpu devraient être basées sur le niveau de préservation de leur culture", 10 juin, <http://bit.ly/2TaLIWr>
8. Voir Central News Agency, "Aucun accord concernant l'attribution du statut d'autochtones aux groupes Pingpu : une négociation entre partis politiques reste nécessaire ", 24 déc., <http://bit.ly/2T8LLfP>
9. Voir Nihao's It Going?, "Pourquoi les autochtones taiwanais votent-ils Bleu (KMT) et non pas Vert (DPP)?", <http://bit.ly/2T90EPd>
10. Voir Liberty Times, "Le CIP annonce une délimitation des territoires traditionnels qui protégera les droits autochtones", 11 juin, <http://bit.ly/2T917AX>
11. Voir The News Lens, "L'opération Construction-exploitation-transfert du Jardin des Paons obtient l'aval de l'étude d'impact sur l'environnement malgré l'annonce faite par le CIP", 12 juin, <http://bit.ly/2TbkIR4>
12. Voir Liberty Times, "Lin Ming-chen renverse la décision du CIP concernant le territoire traditionnel Thao, 15 août, <http://bit.ly/2T8mtyx>
13. See Taipei Times, "L'opération de concession : revers pour les droits à la terre des autochtones", 14 août, <http://bit.ly/2T8FQr9>
14. Voir Newtalk, "L'administration de la ville de Taipei démantèle le site de protestation après 400 jours", 31 mars, <http://bit.ly/2Tcl5d5>
15. Voir United Daily News, "Les Thao demandent l'annulation de l'opération Construction-exploitation-transfert du Jardin des Paons au Lac du soleil et de la lune", 12 juin, <http://bit.ly/2Tcl9cP>
16. Voir Civil Media@Taiwan, "L'administration locale impose l'agrément de l'étude d'impact sur l'environnement en faveur de l'opération Construction-exploitation-transfert du Jardin des Paons au Lac du soleil et de la lune sur le territoire traditionnel du peuple Thao", 12 juin, <http://bit.ly/2T2A5vl>

Jason Pan Adawai est directeur de l'organisation de défense des droits des peuples autochtones TARA-Pingpu et ancien membre du conseil exécutif du Pacte des peuples autochtones d'Asie (AIPP). Jason est un Pazeh autochtone (un des groupes Pingpu des basses terres) du village de Liyutan, dans le comté de Miaoli.

Source : IWGIA The Indigenous World 2019
traduction pour le GITPA par **Fiorella Allio**
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie